Constant Omari

«Remporter une Coupe du monde dans les dix ans»

Vice-président de la Confédération africaine de football, Constant Omari défend les réformes adoptées le mois dernier. Et rêve d'un sacre planétaire pour l'une des sélections du continent.

ALBAN TRAQUET

Deuxième vice-président de la Confédération africaine de football (CAF) en charge du marketing et des relations internationales, membre du conseil de la FIFA et patron de la Fédération congolaise (FECOFA), Constant Omari (59 ans) est un homme occupé. Il était de passage à Paris, en fin de semaine dernière, avant de rejoindre Londres puis les États-Unis. Le Congolais (de RDC) revient sur la polémique déclenchée par son patron, le Malgache Ahmad Ahmad, sur les capacités d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019 par le Cameroun. Et commente les profondes réformes adoptées par l'instance continentale, en juillet, trois mois après la fin de règne d'Issa Hayatou.

«Le président de la CAF, Ahmad Ahmad, a émis d'énormes doutes sur la capacité du Cameroun à organiser la CAN 2019. Où en est-on ?
Il n'y a pas de remise en cause du Cameroun comme pays organisateur. La culture africaine veut qu'on réagisse à la dernière seconde. Mais là, il était temps de s'émouvoir. Et ce qui vaut pour le Cameroun vaut également, déjà, pour la Guinée-Conakry *(organisatrice de la CAN en 2023)*... Alors, le président de la CAF a effectué cet électrochoc *(le chef de l'État camerounais, Paul Biya, a répondu jeudi dernier en assurant que son pays "sera (it) prêt" pour la compétition)*. Nous avons juste repris un cri d'alarme, issu du symposium de la CAF organisé au Maroc le mois dernier, qui réunissait toutes les composantes du foot africain. Nous avons édicté un nouveau cahier des charges, en tenant compte des exigences liées à la qualité des infrastructures *(hôtels 4 étoiles, terrains d'entraînement, stades, hôpitaux à proximité de tous les sites...)*. La plupart des grands joueurs africains ont participé à ces travaux. Ce sont les premiers à se plaindre de la qualité de ces infrastructures ; leurs exigences ont été prises en compte. Aujourd'hui, je ne vois donc aucun joueur africain qui pourrait refuser de soutenir la CAF.

Vous avez échangé plus d'une demi-heure au téléphone avec Samuel Eto'o sur cette polémique, jeudi dernier. Que s'est-il dit ?
Je lui ai expliqué les motivations de la sortie du président Ahmad. Il les a bien comprises. Toutes les stars camerounaises veulent que leur pays organise une belle Coupe d'Afrique des nations. Je lui ai dit que la préoccupation de la CAF, c'est d'abord de protéger et de préserver les joueurs africains. Si on a revu les dates de la CAN *(elle se déroulera désormais en juin et juillet, et non plus en janvier et février)*, c'est aussi pour ça. On se met en phase avec le calendrier universel. Il faut aussi réduire le fossé qui nous sépare de l'UEFA, la confédération phare. Aujourd'hui, l'objectif, c'est qu'une sélection africaine remporte une Coupe du monde dans les dix ans à venir. Nos joueurs démontrent qu'ils ont la même valeur physique et technique que leurs collègues, alors on ne va pas s'empêcher de rêver.

> **"Aucun chef d'État ne peut ignorer le football en Afrique aujourd'hui. Sinon, le football s'occupera de lui"**

En 2019, le nombre de participants à la CAN va passer de seize à vingt-quatre. Craignez-vous un affaiblissement de la compétition ?
Bien au contraire. Il fallait ouvrir la base et permettre au maximum de pays africains de participer à la CAN. Cela va pousser les grandes nations, qui commençaient à stagner. Le Nigeria ne s'est pas qualifié lors des deux dernières CAN : ce fut une alerte. Et regardez le Zimbabwe, le Botswana ou le Malawi, qui progressent...

Mais les coûts supplémentaires d'organisation issus de ces réformes seront énormes... Comment faire ?
Tous les pays africains ont vocation à se développer. Et ce développement passe inéluctablement par ces infrastructures, avec la construction d'hôpitaux, d'hôtels ou de belles pelouses. Le pays organisateur en profitera après la CAN. Nous pensons que le football est le résultat du développement d'un pays. Et qui dit développement dit ambitions. Cela ne se limite pas au football, mais au mieux-être de la population tout entière.

Il y aura des résistances.
L'Afrique doit passer un cap. Aujourd'hui, les populations africaines se veulent libres et autonomes. Il est grand temps que ces chefs d'État qui s'enrichissent au détriment de leur peuple en tiennent compte. S'ils ne le font pas, les exigences du développement et de leur jeunesse les y obligeront. Le football est un fait social. Il peut obliger les autorités à revoir leur façon d'agir. Aucun chef d'État ne peut ignorer le football en Afrique aujourd'hui. Sinon, le football s'occupera de lui !

Avez-vous cédé à la pression des clubs européens pour déplacer les dates de la CAN en juin et juillet ?
Il n'y a pas eu de pression mais il fallait résoudre un problème majeur. Le joueur est payé par son club, il veut se rendre disponible sans affecter son contrat et nous devions mettre le joueur, justement, au centre de nos préoccupations.
Le Cameroun a remporté la dernière CAN, mais en étant amputé de plusieurs membres *(six joueurs importants, comme Joël Matip ou Éric Choupo Moting, avaient préféré se consacrer à leur club)*.
La commercialisation de cette compétition implique la présence de toutes les grandes vedettes du foot africain. Ce sont eux qui lui donnent sa valeur ajoutée.

Quels sont les enjeux ?
On n'a plus le choix. On ne peut plus ignorer la CAN, avec ses 4 à 6 milliards de téléspectateurs en audience cumulée. Il y a un devoir d'exigence. Je vis également aux États-Unis, où le réseau Fox se démène pour diffuser la CAN. Vous ne pouvez pas offrir une production au rabais. Nous avons relevé les standards de retransmission, avec la haute définition : il faudra un minimum de vingt caméras, quand il y en a quinze ou seize actuellement. Nous devons fournir cet effort technique.

Comptez-vous renégocier le contrat (estimé à 850 M€) avec Lagardère Sports sur la commercialisation des droits marketing et médias du foot africain, sur la période 2017-2028 ?
Je ne veux pas juger ceux qui ont signé ce contrat *(validé et prolongé par Issa Hayatou, l'ex-patron de la CAF, en 2015, il fait l'objet d'une procédure judiciaire en Égypte, où se situe le siège de la CAF)*. Mais un bon manager ne peut pas s'enfermer dans cette cage *(le nouveau président de la CAF a déjà critiqué ce contrat, estimant qu'il n'était "pas bon")*. Pour l'instant, nous nous attelons à l'amélioration de l'organisation de nos compétitions de clubs et de sélections. Cela aura une incidence sur le coût et la commercialisation de nos droits. En tenant compte de nos bonnes relations avec Lagardère, nous examinerons, au moment opportun, les conséquences liées à cette nouvelle donne. Et nous verrons si une possibilité d'ouverture de négociations existe.»

Boubakar / Panoramic

Les Camerounais célèbrent leur victoire en Coupe d'Afrique des Nations, en février.

EN BREF

A. Hassenstein / FIFA / Getty Images

59 ans (RDC)
■ **8 mai 2017 :** il est désigné vice-président de la Confédération africaine de football (CAF) lors d'une assemblée générale extraordinaire à Manama (Bahreïn).